

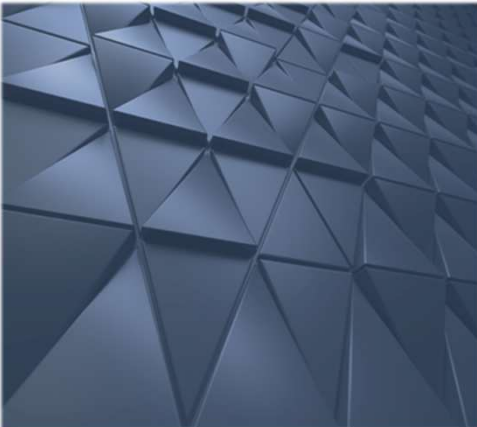
# SONDAGE ÉCLAIR : BUDGET FÉDÉRAL DE 2024



MAI 2024



## Présentation



Le Moniteur commercial a mené un sondage éclair sur le budget fédéral de 2024 afin d'obtenir des commentaires de dirigeants d'entreprise sur le budget.

Le sondage s'est déroulé du 28 avril au 8 mai et a obtenu 600 réponses.

Le sondage a été mené auprès du Panel d'entreprises Modus – le seul panel d'entreprises conçu spécialement pour le Canada où chaque membre est recruté aléatoirement par échantillonnage probabiliste.

Puisqu'il s'agit d'un échantillon probabiliste, il faut donc calculer la marge d'erreur pour le sondage. Avec un échantillon de 600 répondants, les résultats présentés dans le présent rapport sont exacts à  $\pm 4,0\%$  à un intervalle de confiance de 95 %.



## Principales constatations



- › Près de 60 % des gestionnaires et cadres supérieurs canadiens accordent une note d'échec au budget quant à son incidence sur leur organisation.
- › Le principal problème soulevé concerne le niveau de dépenses, alors que 70 % des dirigeants d'entreprise affirment que le gouvernement fédéral aurait dû réduire ses dépenses plutôt que de les augmenter. Cette même proportion des répondants se préoccupe tout particulièrement du niveau d'endettement de l'État.
- › En ce qui concerne les mesures individuelles qui ont été annoncées pour faire face à la crise du logement, la plus populaire – obtenant l'appui des deux tiers des répondants – est la vente de terrains et de bâtiments gouvernementaux vacants et sous-utilisés aux fins de développement immobilier.
- › À l'inverse, un Fonds canadien de protection des loyers de 1,5 milliard de dollars est la mesure la moins populaire, la moitié des répondants s'y opposant.
- › La plus grande partie des dirigeants d'entreprise canadiens (53 %) s'opposent à la taxe sur le carbone, seulement le tiers étant en faveur de cette mesure. Au total, 60 % des répondants sont d'avis que la taxe sur le carbone ne constitue pas une mesure efficace de réduction des émissions de dioxyde de carbone.
- › En ce qui concerne les nouvelles mesures relatives aux revenus, les réponses sont nettement polarisées à l'égard d'une augmentation de la taxe sur les cigarettes et le vapotage par rapport à une hausse des taux d'inclusion fiscale des gains en capital.

Une grande proportion des dirigeants d'entreprise ont suivi l'actualité concernant le budget fédéral de 2024.

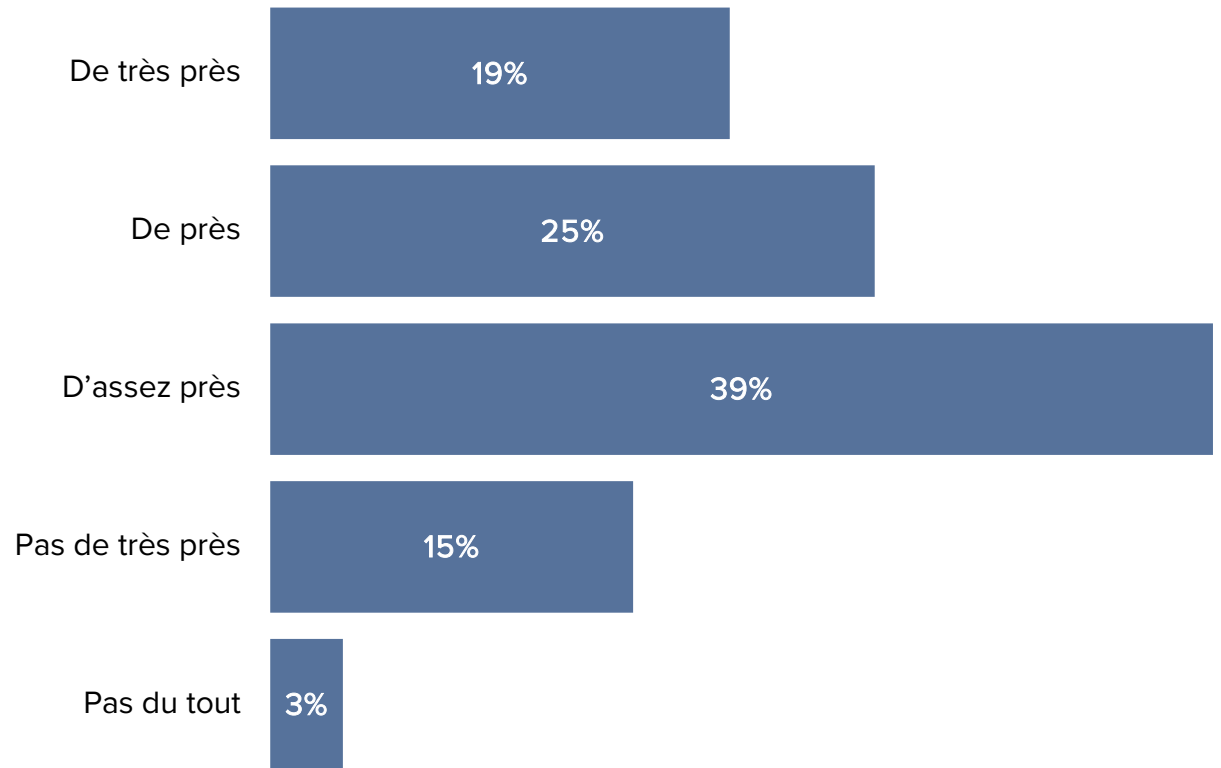
Une grande proportion des dirigeants d'entreprise ont suivi l'actualité concernant le budget fédéral de 2024.

Environ 44 % s'y sont intéressés de près ou de très près. Ce n'est que dans les Prairies que moins de 15 % des dirigeants d'entreprise ont suivi de très près l'actualité concernant le budget, où seuls 7 % ont dit l'avoir fait.

Ce résultat est néanmoins en hausse de 3 % par rapport à 2023.



Dans quelle mesure avez-vous suivi la couverture médiatique du budget fédéral de 2024?



Près de 60 % des gestionnaires et cadres supérieurs canadiens accordent une note d'échec au budget.

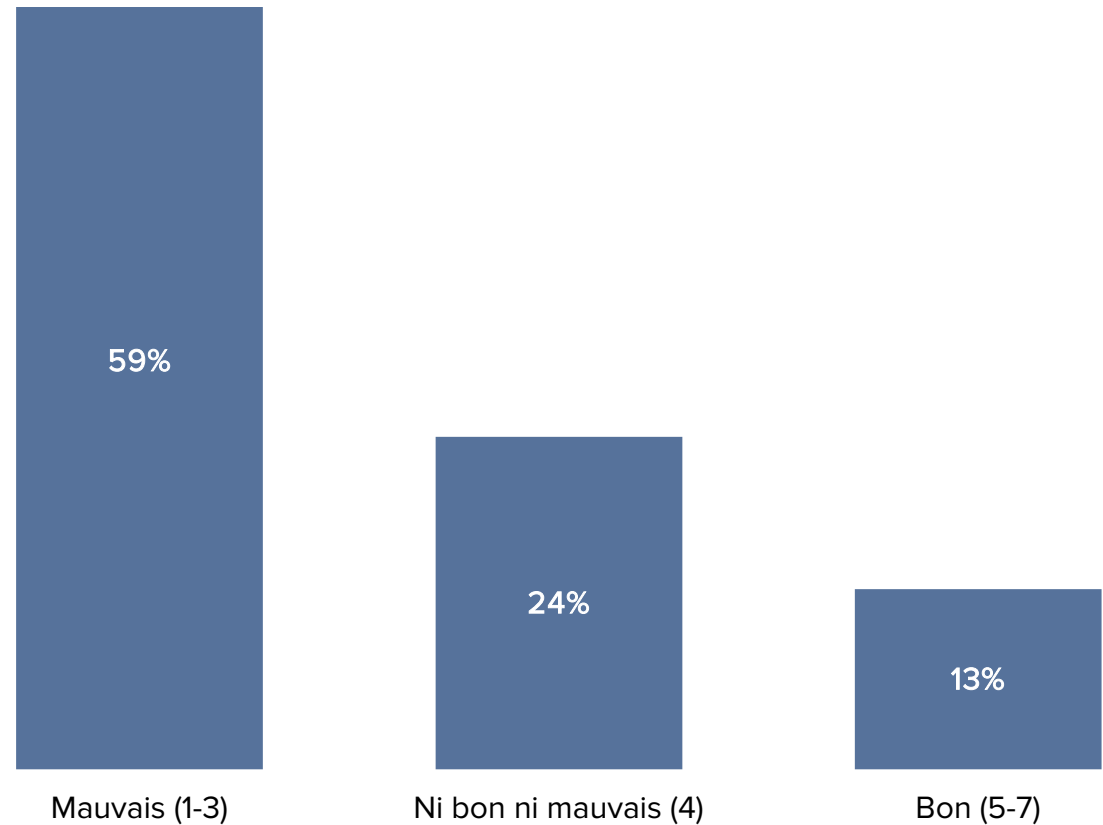
La majorité des entreprises canadiennes attribuent une note négative au budget, et cette constatation s'observe d'une région à l'autre.

- › Parmi les dirigeants d'entreprise de l'Alberta, 75 % donnent une note négative au budget, par rapport à 60 % en Colombie-Britannique, dans les Prairies et en Ontario.
- › Au Québec, plus de la moitié (53 %) des dirigeants d'entreprise y donnent une note négative, et seules les Maritimes affichent un taux de négativité inférieur à la moitié (soit 46 %).

Il n'existe pas de différences notables entre les différents secteurs d'activités.



Dans l'ensemble, d'après ce que vous avez lu ou entendu, comment évaluez-vous le budget fédéral de 2024 en ce qui a trait aux répercussions sur votre organisation?



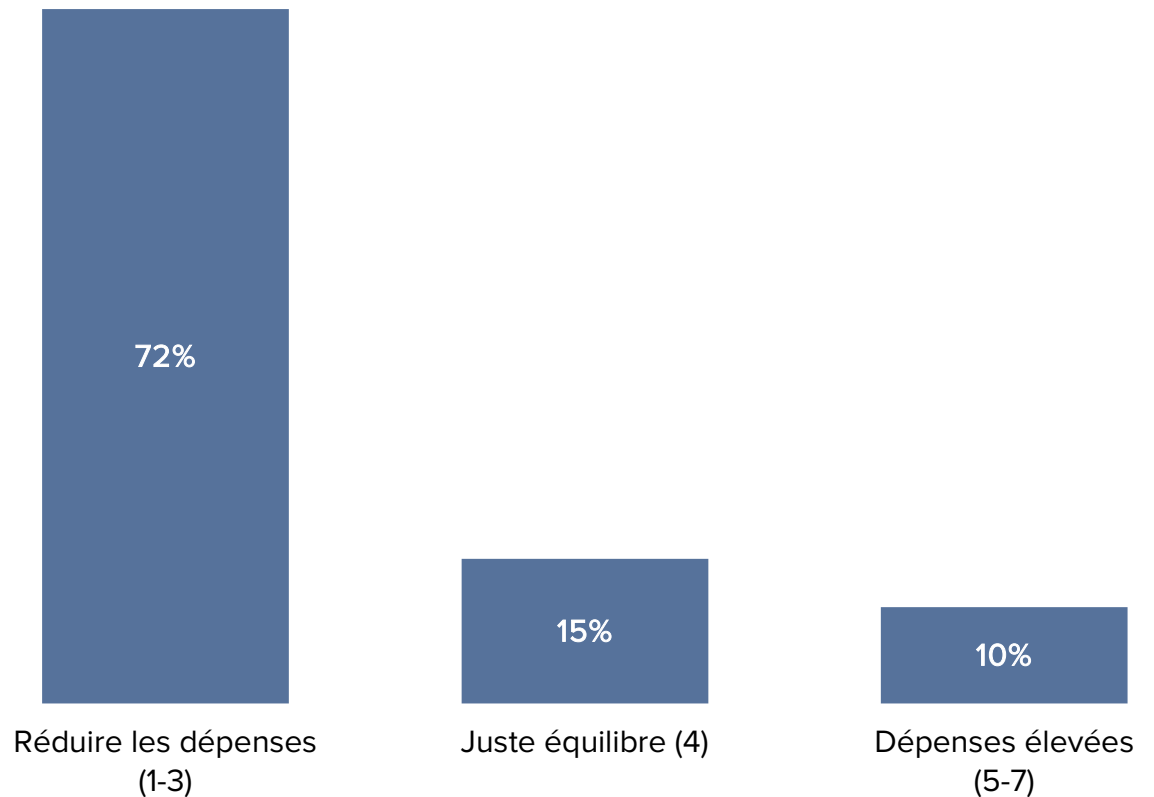
## Globalement, 72 % des dirigeants d'entreprise au Canada affirment que le gouvernement fédéral aurait dû réduire ses dépenses.

Certains groupes de moindre taille estiment que les dépenses sont bien équilibrées ou qu'elles auraient dû être plus élevées.

- › Il est intéressant de noter qu'une importante proportion des gestionnaires et dirigeants du secteur public (67 %) souhaitent également d'importantes réductions des dépenses. Seul le secteur des « autres entreprises » affiche un plus faible taux à cet égard (43 %).
- › Tous les autres secteurs appellent massivement à des réductions des dépenses, allant de 68 % des dirigeants du secteur « autres services » à 85 % des dirigeants du secteur immobilier.



À votre avis, est-ce que le budget fédéral est équilibré ou aurait-il dû comporter des dépenses plus élevées ou beaucoup plus de coupures de dépenses?



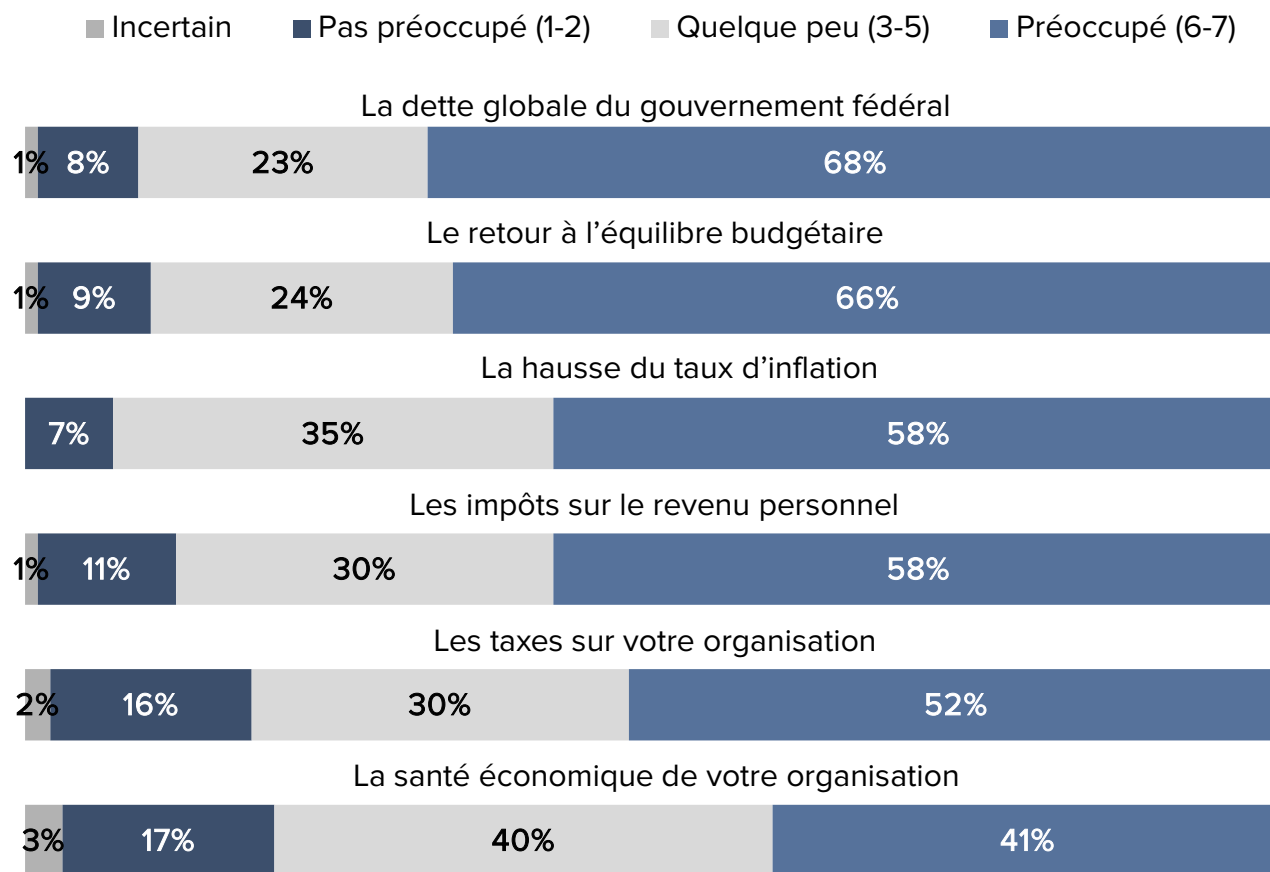
## Incidence du budget sur les enjeux fiscaux

En ce qui concerne les questions fiscales, le plus grand nombre de dirigeants d'entreprise, soit les deux tiers, se préoccupent le plus de la dette globale du gouvernement fédéral et de la capacité future d'équilibrer le budget.

- › La majorité des chefs d'entreprise de l'Alberta, soit 75 %, se préoccupent surtout de l'effet négatif du budget sur les impôts des particuliers.
- › Les préoccupations en matière d'impôt des particuliers touchent une proportion encore plus élevée, soit 90 %, des dirigeants d'entreprise du secteur des ventes en gros.
- › L'enjeu le moins préoccupant est la santé économique de l'organisation, environ 40 % des dirigeants ayant néanmoins souligné cette préoccupation. À cet égard, le secteur manufacturier compte la plus grande proportion de dirigeants d'entreprise ayant exprimé cette préoccupation, soit 60 %.



Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par les répercussions potentiellement négatives du budget de 2024 sur chacun des éléments suivants?



## Nouvelles mesures relatives aux revenus

En ce qui concerne les nouvelles mesures relatives aux revenus, les réponses sont nettement polarisées à l'égard d'une augmentation de la taxe sur les cigarettes et le vapotage par rapport à une hausse des taux d'inclusion fiscale des gains en capital.

- › Environ les deux tiers appuient une hausse des taxes sur les cigarettes et le vapotage.
- › Le plus faible taux de soutien à l'égard d'une hausse de la taxe sur les cigarettes est observé dans le secteur immobilier (à peine la moitié des dirigeants) et celui de la vente de détail (un peu plus de la moitié).
- › À peine 25 % soutiennent une hausse des taux d'inclusion des gains en capital. Seuls les dirigeants d'entreprise des Maritimes appuient majoritairement (60 %) cette mesure.



Pour compenser l'augmentation des dépenses dans son budget de 2024, le gouvernement fédéral propose une augmentation du taux d'inclusion des gains en capital et du taux du droit d'accise sur le tabac et les produits de vapotage.

D'après ce que vous avez lu ou entendu, dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre ces nouvelles mesures fiscales?

■ Incertain    ■ Contre (1-3)    ■ Neutre (4)    ■ Pour (5-7)

### Augmentation du taux de droit d'accise sur le tabac



### Augmentation du taux de droit d'accise sur les produits de vapotage



### Augmentation du taux d'inclusion des gains en capital





## Points de vue des entreprises sur les propositions relatives au logement du budget de 2024

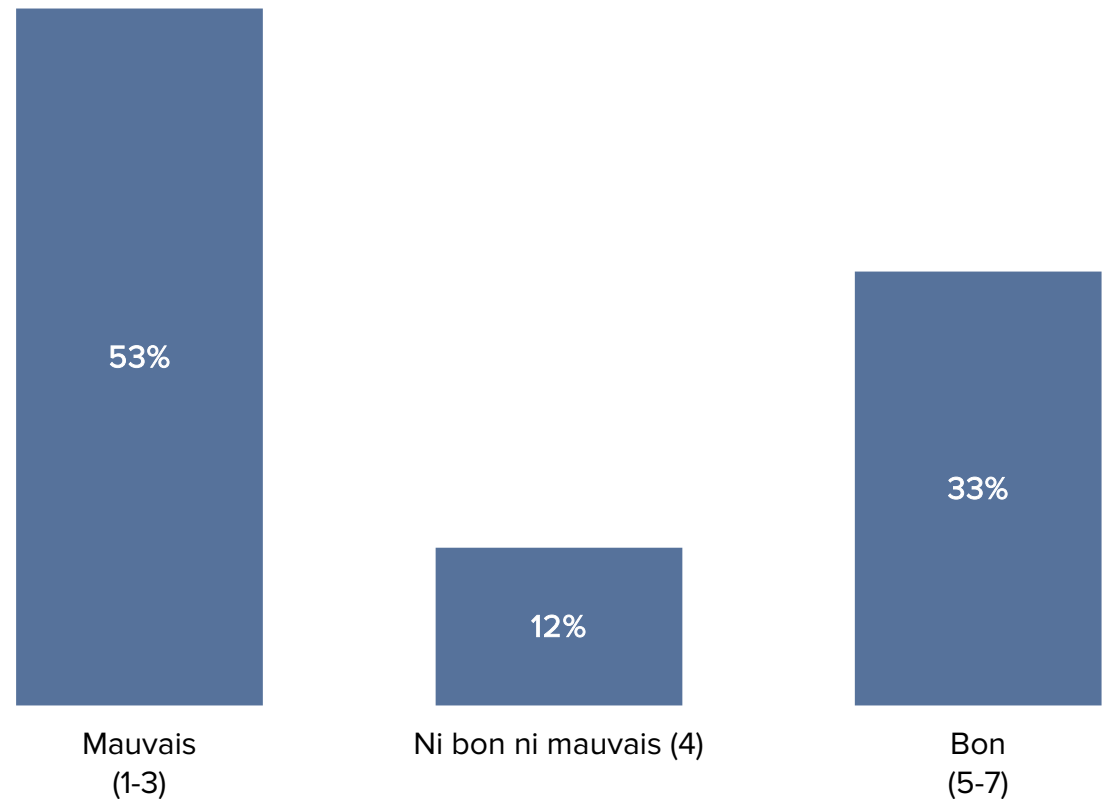
## La majorité des dirigeants d'entreprise accordent une note d'échec au budget pour ce qui est d'aborder la crise du logement au Canada.

Seulement le tiers des dirigeants d'entreprise du Canada sont d'avis que le budget aborde adéquatement la crise du logement au Canada, tandis que 53 % estiment que ce n'est pas le cas.

- › Dans la plupart des régions du Canada, on note que le budget est perçu très négativement quant à sa capacité de régler la crise du logement. Les Maritimes affichent le plus faible taux de perception négative (41 %), et le plus fort taux est observé en Alberta (67 %).
- › Seuls 20 % des dirigeants d'entreprise de l'Alberta estiment que le budget permet d'aborder adéquatement la crise du logement, ce qui est la note la plus basse au Canada.



Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la capacité du budget à s'attaquer à crise du logement au Canada?



## Notes accordées par les entreprises canadiennes aux mesures du budget relatives au logement

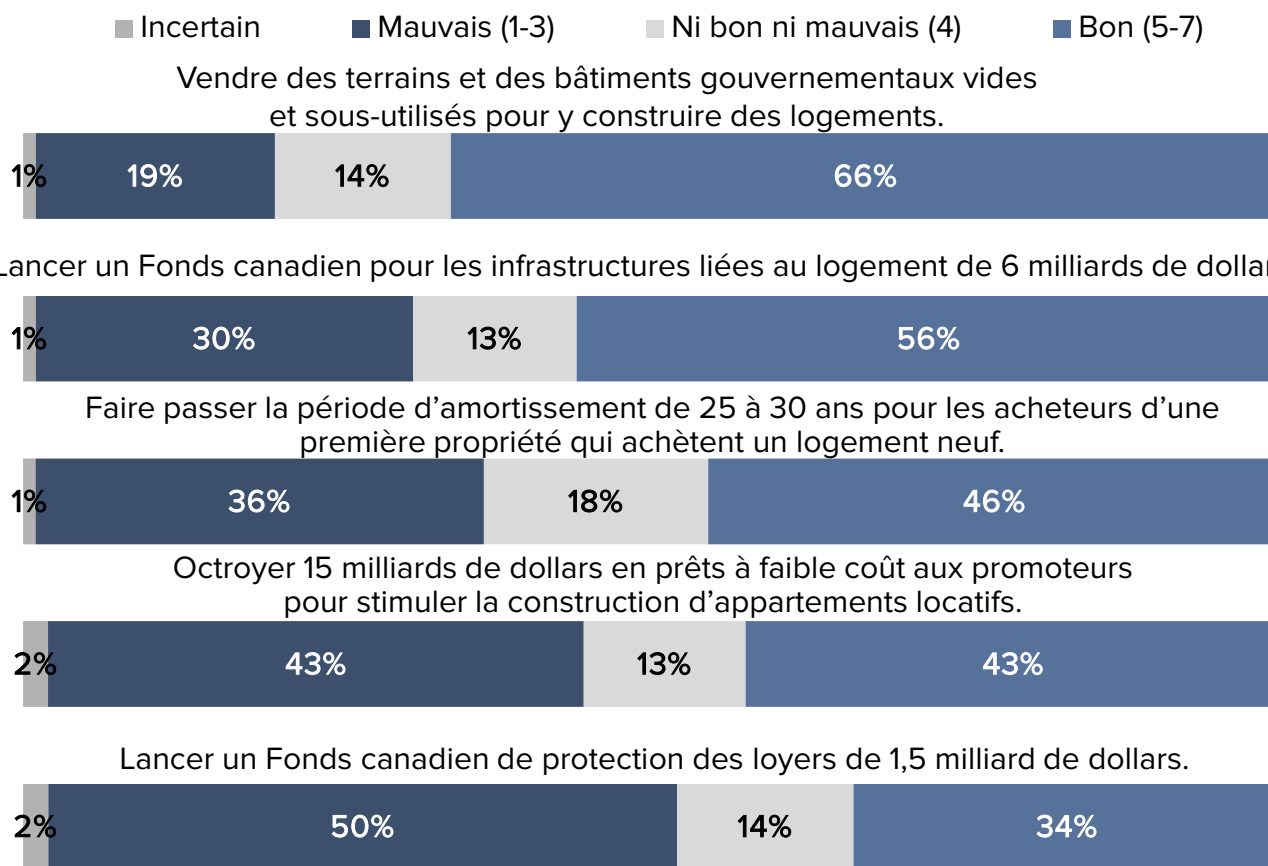
La mesure la plus populaire, avec l'appui des deux tiers des répondants, est la vente de propriétés gouvernementales vacantes et sous-utilisées aux fins de développement immobilier.

La seule autre mesure bénéficiant d'un soutien majoritaire est l'allocation de 6 milliards de dollars pour un Fonds d'infrastructure destiné aux villes et aux provinces afin de moderniser les infrastructures en vue d'accueillir plus de logements.

- › La mesure la moins populaire, qui est considérée comme négative par la moitié des répondants, est l'allocation de 1,5 milliard de dollars pour un Fonds canadien de protection des loyers.
- › L'Alberta et la Colombie-Britannique affichent le plus haut taux de perception négative à l'égard de cette mesure, soit 68 % et 61 % respectivement.
- › Le Québec affiche le plus faible taux de perception négative, à 39 %.



D'après ce que vous avez lu ou entendu, comment évalueriez-vous la capacité de chacune des mesures suivantes à s'attaquer à la crise du logement?





## Points de vue des entreprises à l'égard de la taxe sur le carbone

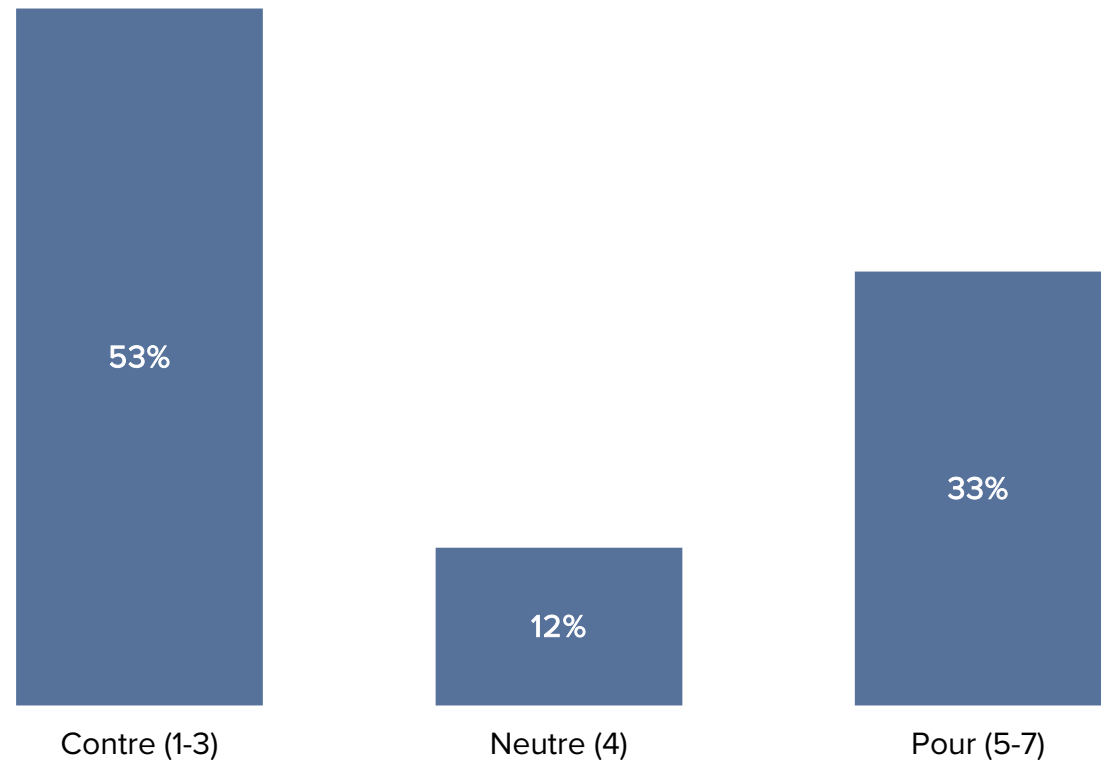
## Il y a peu de soutien pour une taxe sur le carbone.

La plus grande partie des chefs d'entreprise canadiens (53 %) s'opposent à la taxe sur le carbone. Seulement un tiers sont en faveur de cette taxe.

- › Les entreprises de l'Alberta y sont les plus opposées, 75 % étant contre la taxe sur le carbone. Le Québec y est le plus favorable, alors que 38 % s'y opposent.
- › Parmi les secteurs d'activité, le secteur immobilier affiche le plus important taux d'opposition, à 78 %.
- › Le plus important soutien sectoriel est observé parmi les entreprises de la catégorie « autres services », où 40 % sont en faveur de cette taxe.



En général, êtes-vous pour ou contre la taxe sur le carbone?



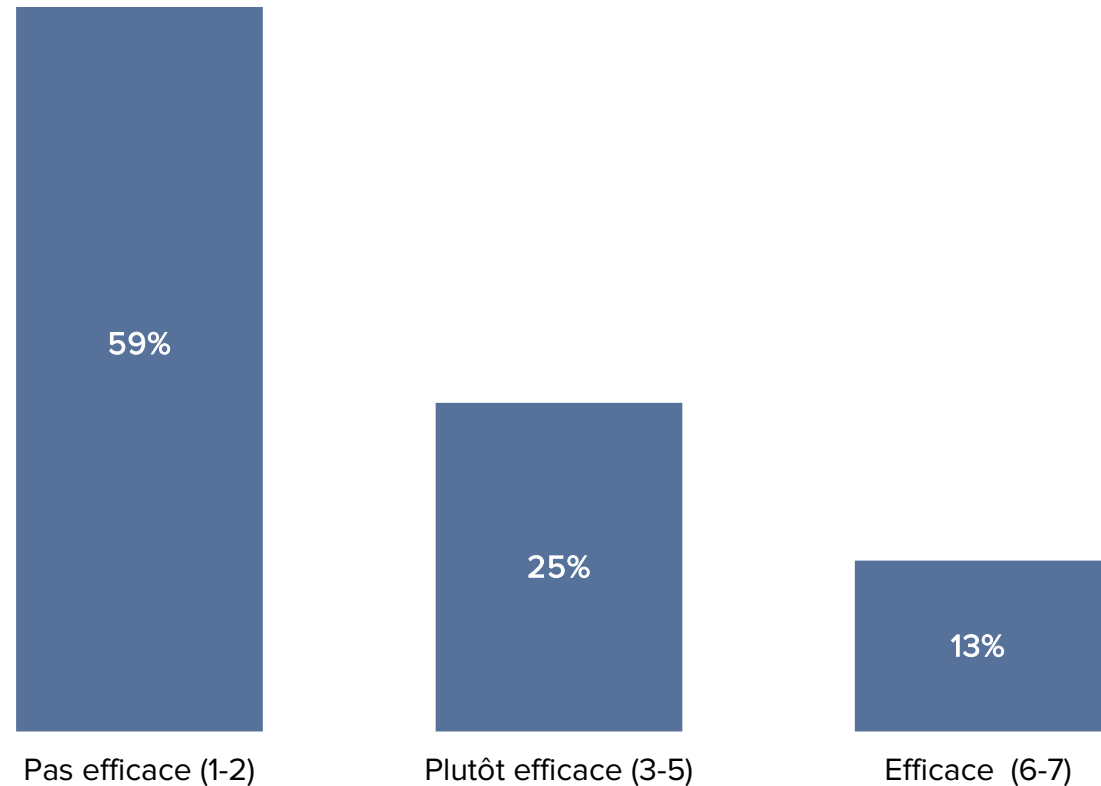
## Une majorité ne croit pas en l'efficacité de la taxe sur le carbone

Environ 60 % des dirigeants d'entreprise estiment que la taxe sur le carbone n'est pas efficace pour réduire les émissions de dioxyde de carbone. Le quart des dirigeants estiment qu'il s'agit d'une mesure plutôt efficace. Seuls 13 % des dirigeants estiment qu'il s'agit d'une mesure efficace.

- › Parmi les entreprises de l'Alberta, 80 % estiment que la taxe sur le carbone n'est pas efficace.
- › Outre les Maritimes, où 33 % des répondants croient qu'il s'agit d'une mesure efficace, ce taux est toujours inférieur à 20 % dans les autres régions.



Selon vous, dans quelle mesure une taxe sur le carbone est-elle efficace comme mesure de réduction des émissions de dioxyde de carbone?



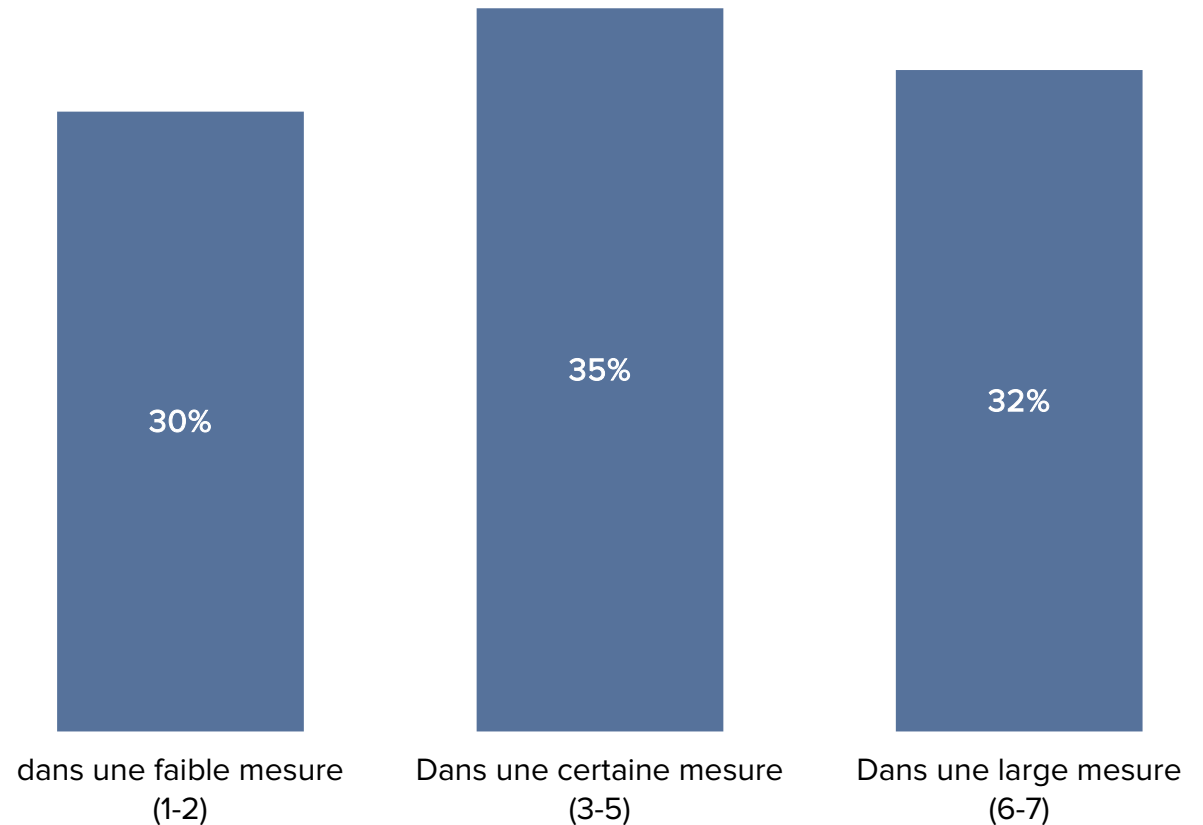
## L'incidence négative de la taxe sur le carbone sur les coûts d'exploitation est répartie de trois façons.

L'ampleur de l'incidence négative de la taxe sur le carbone sur les coûts d'exploitation des organisations se divise de trois façons : dans une faible mesure; dans une certaine mesure; dans une large mesure.

- > Les entreprises albertaines sont les plus nombreuses à se dire touchées négativement (46 %).
- > Les entreprises du Québec et des Maritimes sont les moins nombreuses à souligner une incidence négative, à 46 % et 48 % respectivement.



Dans quelle mesure, le cas échéant, la taxe sur le carbone a-t-elle eu une incidence négative sur les coûts d'exploitation de votre organisation?



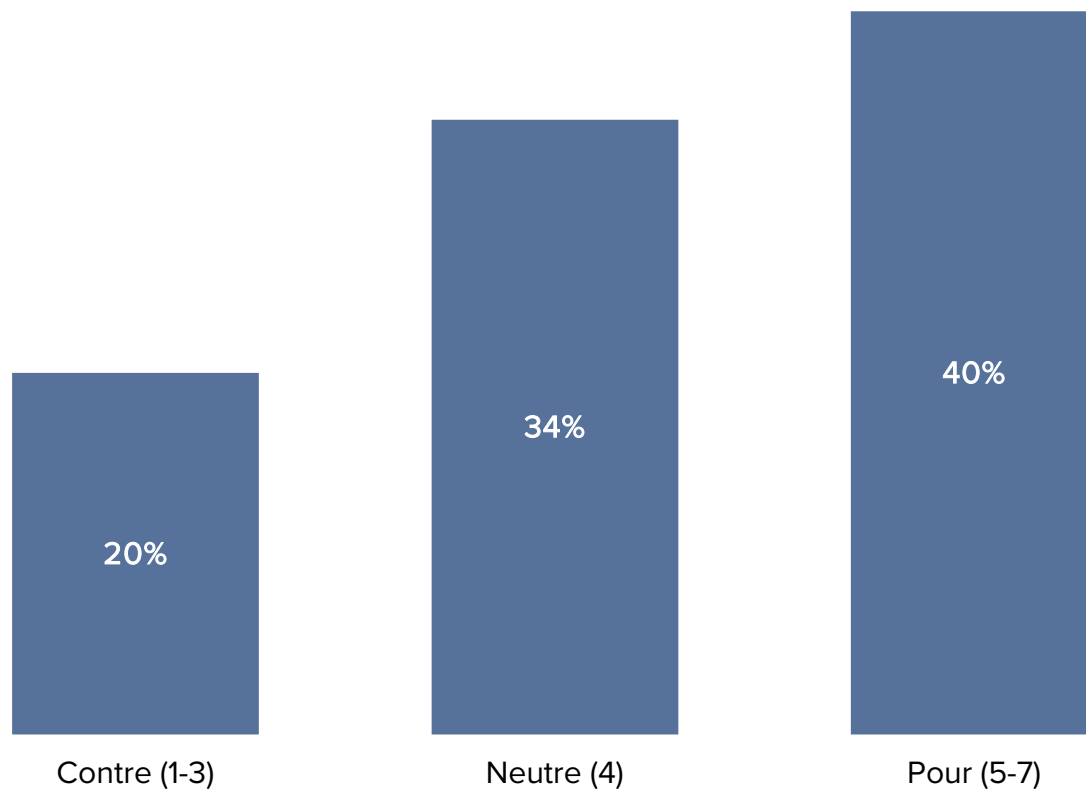
## Une pluralité appuie un remboursement de la taxe sur le carbone pour les PME.

Aussi, 40 % des entreprises appuient un remboursement de la taxe sur le carbone pour les organisations de moins de 500 employés. À l'inverse, seulement 20 % s'opposent à cette mesure.

- › Les organisations comptant plus de 500 employés y sont les plus opposées, alors qu'un tiers s'y opposent et un quart l'appuient.



Dans quelle mesure êtes-vous en pour ou contre une remise sur le carbone pour les PME, comme elle a été annoncée dans le budget de 2024?





Modus  
RECHERCHE